



# PRÉFET DE L'ISÈRE

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Direction régionale de  
l'environnement,  
de l'aménagement et du logement  
Auvergne Rhône-Alpes

Unité Départementale de l'Isère

Grenoble,

Affaire suivie par : Sophie CHENEBAUX  
Pôle Contrôles Techniques Sol et sous-sol  
Unité Sol, sous-sol et déchet  
Tél. : 04 76 69 34 48  
Courriel: sophie.chenebaux@developpement-durable.gouv.fr

Réf. : 2024-Is148D3S

## DEPARTEMENT de l'ISERE

Grenoble Alpes Métropole  
Centre de compostage  
à Murianette

-----

### Rapport de l'inspection des installations classées

**Objet : Examen du dossier de réexamen IED (au titre des articles L.515-28 et R.515-70 et suivants du code de l'environnement) pour une installation classée pour la protection de l'environnement.**

**Réf. :** Dossier de ré-examen transmis par courrier en date du 4 octobre 2019.

**PJ :** Projet d'arrêté préfectoral complémentaire

**Adresse d'exploitation :** Le Mas de l'île – 38420 MURIANETTE

**Adresse administrative:** 3 rue Malakoff – CS 50053 – 38031 GRENOBLE Cedex 01

**Activité principale de l'établissement :** Centre de compostage d'ordures ménagères

**Code AIOT de l'établissement :** 0006103029

**Priorité DREAL :** PR

## I. CONTEXTE RÉGLEMENTAIRE

La directive relative aux émissions industrielles (Industrial Emissions Directive « IED » n°2010/75/EU) définit au niveau européen une approche intégrée de la prévention et de la réduction des pollutions émises par les installations industrielles et agricoles entrant dans son champ d'application. Ses principes directeurs sont :

- le recours aux meilleures techniques disponibles (MTD),
- le réexamen périodique des conditions d'autorisation,
- la remise en état du site dans un état au moins équivalent à celui existant avant la mise en service.

Cette réglementation concerne les installations considérées comme étant les plus polluantes, classées sous les rubriques 3000 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

En application de l'article R.515-71-I du code de l'environnement, en vue de la mise à jour des prescriptions applicables à l'établissement au regard des MTD, l'exploitant doit adresser au préfet un dossier de réexamen dans l'année qui suit la date de publication de la décision concernant les conclusions sur les MTD relatives aux activités couvertes par sa rubrique IED principale.

L'article R.515-70-I du code de l'environnement prévoit que, pour chaque établissement concerné, les prescriptions des arrêtés d'autorisation des installations classées sous une rubrique IED soient réexaminées afin que les MTD applicables soient respectées. Le délai imparti pour ces mises en conformité est de quatre ans à compter de la publication au Journal officiel de l'Union européenne la décision concernant les nouvelles conclusions sur les MTD relatives à la rubrique principale de l'établissement.

De plus, l'article L.515-30 du code de l'environnement prescrit « *l'état du site d'implantation de l'installation est décrit, avant sa mise en service ou, pour les installations existantes, lors du premier réexamen conduit en application de l'article L. 515-28 après le 7 janvier 2013, dans un rapport de base établi par l'exploitant dans les cas et selon le contenu minimum prévu par le décret mentionné à l'article L. 515-31* ».

Grenoble Alpes Métropole (GAM) exploite sur la commune de Murianette un établissement spécialisé dans le compostage de déchets, constitués principalement de déchets alimentaires (ou biodéchets) et de déchets verts, autorisé et réglementé par arrêté préfectoral n° 93-1838 du 14 avril 1993 modifié par arrêté du 1<sup>er</sup> février 1996.

L'établissement relève de la directive IED au titre de la rubrique 3532 : valorisation ou mélange de valorisation et d'élimination de déchets non dangereux et non inertes, avec une capacité supérieure à 75 tonnes par jour, utilisant un procédé biologique.

Les conclusions sur les MTD pour le traitement des déchets qui concernent l'établissement au titre de sa rubrique IED 3532, ont été établies par décision d'exécution (UE) 2018/1147 de la Commission du 10 août 2018 et publiées au Journal Officiel de l'Union Européenne le 17 août 2018. Elles ont également fait l'objet d'une transcription dans l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019 relatif aux MTD applicables à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation et de la directive IED.

Conformément à l'article R.515-71-I du code de l'environnement, un dossier de réexamen du centre de compostage de Murianette exploitée par GAM a été transmis le 4 octobre 2019.

L'arrêté ministériel du 17 décembre 2019 est applicable de plein droit au centre de compostage qui est considéré, au titre de cet arrêté, comme une installation « existante ».

Le présent rapport porte donc sur le dossier de réexamen transmis et sur les propositions de GAM relatives à la mise en œuvre, dans son établissement de Murianette, des meilleures techniques disponibles définies par la décision du 10 août 2018 et l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019 précités.

## II. ANALYSE DU DOSSIER DE RÉEXAMEN

### II.1 Complétude du dossier

Le dossier de réexamen transmis par l'exploitant répond aux dispositions des articles R.515-58 et R.515-72 du code de l'environnement en matière de contenu.

En effet, il contient :

- le périmètre IED ;
- le rapport de base ;
- les éléments d'actualisation du dossier de demande d'autorisation portant sur les meilleures techniques disponibles, prévus au 1° du I de l'article R.515-59 du code de l'environnement ;
- l'avis de l'exploitant sur la nécessité d'actualiser les prescriptions en application du III de l'article R.515-70 du code de l'environnement.

En particulier, l'exploitant ne demande pas de dérogation à un niveau d'émission associé aux MTD (NEA-MTD) et ni l'application de MTD alternatives à celles annexées à la décision du 10 août 2018. Il déclare en conclusion qu'il mettra en œuvre l'ensemble des MTD applicables à son activité à partir de 2022.

## **II.2 Positionnement sur la nécessité d'actualiser les prescriptions en application du III de l'article R.515-70 du code de l'environnement.**

En conclusion de son dossier de réexamen, l'exploitant considère qu'il est nécessaire de réviser les prescriptions applicables à ses installations pour les rejets atmosphériques au regard des 3 alinéas de l'article R.515-70-III du code de l'environnement.

## **II.3 Analyse de l'inspection**

### **Périmètre IED**

Le « périmètre IED » de l'établissement, au sens de l'article R.515-58 du code de l'environnement, est constitué des installations :

- de pré-traitement des déchets alimentaires par l'intermédiaire de l'overband (retrait des déchets métalliques),
- et de compostage.

Le traitement mécanique des déchets comprend l'overband, le crible rotatif pour la fermentation, une table densimétrique et une table vibrante après la maturation.

L'aire de stockage du compost (situé dans un bâtiment couvert) est par connexité incluse dans le périmètre IED.



### **Analyse des MTD applicables**

L'établissement est visé par les conclusions sur les Meilleures Techniques Disponibles associées au document BREF sectoriel WT relatif au Traitement des déchets. Le dossier de l'exploitant a examiné ainsi la conformité du site à chacune des MTD des "conclusions MTD" du BREF WT publiées le 17/08/2018. L'exploitant a justifié qu'il n'était pas pertinent pour ses installations d'examiner les BREF transversaux EFS

(émissions dues au stockage des matières dangereuses ou en vrac), ENE (efficacité énergétique) et ICS (systèmes de refroidissement industriel). Ce point ne soulève pas de remarques de la part de l'inspection.

Le dossier de réexamen a identifié des écarts aux MTD applicables relatives à la surveillance des rejets atmosphériques et à la gestion des eaux d'extinction d'incendie.

Il est également identifié que certaines MTD relatives au traitement mécanobiologique des déchets ainsi que les NEA-MTD pour les rejets indirects dans une masse d'eau réceptrice n'étaient pas applicables au site de Murianette.

Ces points sont examinés ci-après.

#### Effluents atmosphériques (MTD 8 et 10)

Les effluents atmosphériques de l'établissement proviennent du bâtiment de compostage et correspondent :

- à l'air ambiant capté et traité par une tour de lavage à l'acide sulfurique puis un biofiltre,
- à l'air aspiré au niveau des broyeurs et des cribles traité sur un filtre à manches.

Le dossier de réexamen a identifié des écarts synthétisés ci-après, entre les dispositions de l'arrêté préfectoral du 14 avril 1993 modifié et, les conclusions sur les MTD, reprises ensuite dans l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019 :

Paramètres	Fréquences d'analyses fixées par l'arrêté préfectoral du 14 avril 1993 modifié	Fréquences d'analyses fixées par la MTD 8 et le point V de l'annexe 3.3 de l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019	Limites de concentrations sur gaz sec fixées par l'arrêté préfectoral du 14 avril 1993 modifié	Limites de concentrations sur gaz sec fixées par la MTD 34 et le point V de l'annexe 3.3 de l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019
Hydrogène sulfuré (H <sub>2</sub> S) (rejet biofiltre)	aucune	Semestrielle	aucune	-
Ammoniac (NH <sub>3</sub> ) (rejet biofiltre)	aucune	Semestrielle	aucune	20 mg/Nm <sup>3</sup>
Concentration d'odeur (rejet biofiltre)	aucune	Semestrielle	aucune	500 UO <sub>E</sub> /Nm <sup>3</sup>
Poussières (rejet du broyeur et crible)	aucune	Semestrielle	50 mg/Nm <sup>3</sup>	5 mg/Nm <sup>3</sup>
COVT (rejet du broyeur et crible)	aucune	Semestrielle	aucune	40 mg/Nm <sup>3</sup>

A noter que la surveillance de l'hydrogène sulfuré et de l'ammoniac peut être remplacé par la surveillance de la concentration d'odeurs, vice versa.

L'exploitant s'est positionné sur la surveillance de l'ammoniac et de l'hydrogène sulfuré car il déclare que la concentration d'odeurs mesurée ponctuellement en sortie de biofiltre (3250 UO<sub>E</sub>/Nm<sup>3</sup>) et comparée aux NEA-MTD 200-1000 UOE/Nm<sup>3</sup> (niveau d'émission associé aux MTD) est supérieure à la fourchette NEA-MTD.

L'inspection considère que le non respect de la NEA-MTD en concentration d'odeur ne peut justifier l'absence de suivi de ce paramètre et d'engagement de la part de l'exploitant de se conformer à la limite de concentrations requise par l'arrêté ministériel.

Au vu des éléments du dossier, les dispositions applicables à l'établissement sont précisées ci-après :

Paramètres	Fréquences d'analyses réglementaires à l'issue du dossier de réexamen	Limites réglementaires de concentrations sur gaz sec à l'issue du dossier de réexamen
<b>Rejet biofiltre</b>		
Hydrogène sulfuré (H <sub>2</sub> S)	Semestrielle	/
Ammoniac (NH <sub>3</sub> )	Semestrielle	20 mg/Nm <sup>3</sup>
Concentration d'odeur	Semestrielle	500 UO <sub>E</sub> /Nm <sup>3</sup>

dans l'environnement		
<b>Rejet broyeur et crible</b>		
Poussières	Semestrielle	5 mg/Nm3
COVT	Semestrielle	40 mg/Nm3

A ce jour, l'inspection ne dispose d'aucun résultat de flux de rejets en H<sub>2</sub>S, ammoniac, odeurs, poussières et COVT, ni de débit de rejet en sortie du biofiltre et du filtre à manches.

Afin de pouvoir quantifier les débits et flux des rejets atmosphériques du site, il convient de prescrire à l'exploitant pour chaque conduit la réalisation par un organisme agréé de 4 campagnes bimestrielles de mesures des émissions atmosphériques (concentration et flux, dans des conditions normalisées) des paramètres précités et du débit de rejet.

Un projet de construction d'une unité de méthanisation et de rénovation d'une partie des installations existantes est en cours d'étude avec un objectif de mise en service au second semestre 2025. Dans ce contexte, les caractéristiques des rejets atmosphériques du site pourraient être modifiées même si le biofiltre actuel est conservé.

#### Détection incendie et gestion des eaux d'extinction (MTD 21)

Compte tenu de l'absence de système de détection incendie et de bassin de confinement des eaux incendie, l'exploitant indique que des études étaient en cours pour renforcer les moyens existants. Aucune échéance de mise en conformité n'est annoncée dans le rapport de réexamen.

L'exploitant a indiqué par courriel du 24 mai 2024 qu'une détection incendie avait été mise en place en décembre 2022. Concernant la gestion des eaux d'extinction d'incendie comportant la mise en place d'un bassin de confinement, aucune information complémentaire n'a, à ce jour, été transmise par l'exploitant.

L'arrêté préfectoral du 14 avril 1993 modifié ne prévoit pas la présence d'un bassin de confinement sur le site. En revanche, le point i (Capacité appropriée de stockage tampon en situation inhabituelle de fonctionnement) du paragraphe VII de l'annexe 3.1 de l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019 prévoit : « *Toutes les mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, pour que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou plus généralement du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières* ».

Pour les unités existantes, l'arrêté ministériel précise : « *l'applicabilité peut être limitée par des contraintes d'espace et par la configuration du système de collecte des eaux.* »

Conformément aux exigences ministérielles, l'inspection considère que le centre de compostage de Murienne doit disposer des moyens permettant le confinement des eaux d'extinction d'incendie.

L'étude du dimensionnement des eaux d'extinction d'incendie et des modalités de recueil doit être transmise à l'inspection. Ceci-étant, dans le cadre du projet de construction de l'unité de méthanisation, la gestion des eaux d'extinction d'incendie du site est amenée à évoluer.

Aussi, il est proposé de prescrire sous 3 mois la remise de l'étude de dimensionnement des eaux d'extinction d'incendie et de confinement de ces effluents. Il appartient à l'exploitant de coordonner ou non la transmission de ce document avec le dossier administratif de la future unité de méthanisation.

#### Effluents aqueux

Les rejets d'effluents aqueux issus des procédés de traitement de déchets sont constitués :

- des rejets de la tour de lavage,
- des jus de silos.

Ces effluents sont ensuite traités sur la STEP urbaine Aquapole située en aval de Grenoble.

Dans le cadre de l'action RSDE et conformément à l'arrêté préfectoral du 25 mars 2011, l'exploitant a réalisé plusieurs campagnes de recherche et de réduction des substances dangereuses pour le milieu aquatique .

La surveillance en vigueur des rejets aqueux (tour de lavage et jus de silos) s'appuie sur ce référentiel et sur l'arrêté préfectoral du 14 avril 1993 (pH, Température et hydrocarbures totaux).

Concernant les jus de silos, les substances suivantes font l'objet d'analyses trimestrielles :

- la famille des nonylphénols et des octylphénols,
- les métaux : Mercure et ses composés, Arsenic et ses composés, Cadmium et ses composés, Chrome et ses composés, Cuivre et ses composés, Nickel et ses composés, Plomb et ses composés, Zinc et ses composés.

Les teneurs en MES et DCO sont également suivies semestriellement.

Lors de l'inspection du 28 mai 2024, il est constaté que la surveillance de certaines substances issues de l'action RSDE a été arrêtée par l'exploitant bien qu'elles aient été détectées par le passé et sans autorisation de l'inspection.

Par ailleurs, une convention de rejet des jus de silos à la station d'épuration urbaine Aquapole encadre les modalités d'acceptation des effluents. Des valeurs limites d'émissions sont spécifiées dans la convention pour les polluants minéraux et organiques.

Concernant les rejets de la tour de lavage, la surveillance trimestrielle porte sur les rejets de MES, DCO et zinc.

Dans le dossier de réexamen, l'exploitant considère que dans le cadre d'un rejet indirect, les NEA-MTD ne sont pas applicables à l'ensemble de ces rejets car la qualité des eaux de l'Isère en aval de la STEP Aquapole n'est pas dégradée par le rejet de la STEP. Les NQE en Arsenic, Cadmium, chrome, cuivre, mercure, nickel, plomb, zinc, 4-nonyphénols, octylphénols sont respectées (à l'exception de l'arsenic : 1,31 µg/l pour une NQE égale à 0,83 µg/l) à l'aval des rejets de la STEP.

Sur ces considérations, l'exploitant propose de ne pas modifier les seuils de rejets du centre de compostage concernant les effluents liquides rejetés au réseau d'assainissement et traités par une station d'épuration urbaines.

L'arrêté ministériel du 17 décembre 2019 définit les conditions suivantes de surveillances des rejets d'eaux résiduelles pour le centre de compostage de Murianette.

Paramètre	Valeur limite	Fréquence de surveillance
Matières en suspension (MES)	60 mg/L	mensuelle
Demande chimique en oxygène (DCO)	180 mg/L	mensuelle
Carbone organique total (COT)	60 mg/L	mensuelle
Azote total (N total)	25 mg/L	mensuelle
Phosphore total (P total)	2 mg/L	mensuelle
Arsenic (As), cadmium (Cd), chrome (Cr), cuivre (Cu), nickel (Ni), plomb (Pb), zinc (Zn)	As : 0,05 mg/L Cd : 0,05 mg/L Cr : 0,15 mg/L Cu : 0,5 mg/L Pb : 0,1 mg/L Ni : 0,5 mg/L Zn : 1 mg/L	mensuelle
Mercure (Hg)	5 µg/L	mensuelle

Le traitement par une station d'épuration des rejets indirects de substances polluantes dans l'eau peut être pris en considération pour la détermination des valeurs limites d'émission ainsi que des fréquences de surveillance.

En présence de rejets discontinus (cas des jus de silos), la fréquence de surveillance peut être réduite si les rejets ont lieu plus d'une fois par mois.

En cas d'installation raccordée à une STEP (cas des jus de silos et des eaux de la tour de lavage), des fréquences de surveillance différentes et plus espacées peuvent également être fixées par arrêté préfectoral.

La convention de rejets vers Aquapole qui traite exclusivement des jus de silos, prévoit des valeurs limites de rejet plus élevées que l'arrêté ministériel sur les paramètres suivants :

- DCO : 10 000 mg/l
- MES : 1 200 mg/l.

La surveillance du COT, de l'azote et du phosphore n'est pas demandée par la convention.

Aucune fréquence de rejet n'est fixée par la convention ; la convention prévoit qu'à chaque dépotage de camion citerne, un contrôle de la DCO et des MES est réalisé sur les jus de silos ; les autres polluants sont analysés sur demande d'Aquapole et au moins une fois par an. Dans les faits, l'inspection constate que les analyses sont réalisées trimestriellement.

Pour les rejets de la tour de lavage dans le réseau collectif urbain, l'exploitant applique les mêmes valeurs limites de rejet que pour les jus de silos pour la DCO et les MES sans qu'une convention de rejet vers Aquapole ne formalise ces valeurs.

La surveillance des rejets de la tour de lavage ne porte ni sur le COT, ni sur l'azote, ni sur le phosphore ni sur les métaux à l'exception du zinc.

L'annexe 3 de l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019 définit une surveillance semestrielle des PFOA et PFOS non imposable sous certaines conditions.

En effet, l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019 prévoit pour les métaux et PFOS/PFOA des dispenses de surveillance si l'exploitant démontre qu'à partir de la nature et de la quantité de déchets réceptionnés et traités, ces substances ne sont pas pertinentes. L'aménagement des critères de surveillance est encadrée par le point III de l'annexe 2 de l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019.

A ce jour, aucun aménagement du programme de surveillance des rejets de la tour de lavage n'a été sollicité par l'exploitant conformément aux exigences ministérielles, ni à la surveillance semestrielle des PFOS/PFOA.

Le dossier de ré-examen est incomplet sur la conformité des rejets aqueux aux NEA-MTD ; ceci-étant l'inspection considère qu'en l'absence de justificatifs présentés par l'exploitant, les dispositions de l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019 s'appliquent de plein droit.

Cependant, des aménagements aux prescriptions générales sont prises en compte conformément à l'arrêté ministériel concernant :

- les valeurs limites de rejets en DCO et MES (sous réserve qu'une convention de rejet des eaux de la tour de lavage soit signée avec Aquapole),
- la fréquence de surveillance de rejets des jus de silos (trimestrielle au lieu de mensuelle).

L'inspection considère que la surveillance des nonylphénols et des octylphénols dans les jus de silos doit être maintenue ainsi que le pH, la température et les hydrocarbures totaux prescrits par l'arrêté préfectoral du 14 avril 1993.

Le cadre de surveillance suivant est proposé dans le projet d'arrêté :

- ✓ jus de silos



Paramètre	Valeur limite	Fréquence de surveillance
pH	Compris entre 5,5 et 8,5	Trimestrielle
Température	< 30°C	Trimestrielle
Matières en suspension (MES)	1200 mg/L	Trimestrielle
Demande chimique en oxygène (DCO)	10 000 mg/L	Trimestrielle
Hydrocarbures totaux	5 mg/L	Trimestrielle
Azote total (N total)	25 mg/L	Trimestrielle
Phosphore total (P total)	2 mg/L	Trimestrielle
Arsenic (As), cadmium (Cd), chrome (Cr), cuivre (Cu), nickel (Ni), plomb (Pb), zinc (Zn)	As : 0,05 mg/L Cd : 0,05 mg/L Cr : 0,15 mg/L Cu : 0,5 mg/L Pb : 0,1 mg/L Ni : 0,5 mg/L Zn : 1 mg/L	Trimestrielle
Mercurure (Hg)	5 µg/L	Trimestrielle
4-n nonylphénol	/	Trimestrielle
4-nonylphénol ramifiés	/	Trimestrielle
Nonylphénols	/	Trimestrielle
4-n octylphénol	/	Trimestrielle
4-tert octylphénol	/	Trimestrielle
Octylphénols	/	Trimestrielle
NPE01	/	Trimestrielle
NPE02	/	Trimestrielle
OPE01	/	Trimestrielle
OPE02	/	Trimestrielle
PFOA et PFOS	/	Semestrielle

✓ Rejet de la tour de lavage

Paramètre	Valeur limite	Fréquence de surveillance
pH	Compris entre 5,5 et 8,5	Mensuelle
Température	< 30°C	Mensuelle
Matières en suspension (MES)	1200 mg/L sous réserve d'une convention de rejet avec Aquapole Sinon 60 mg/L	Mensuelle
Demande chimique en oxygène (DCO)	10 000 mg/L sous réserve d'une convention de rejet avec Aquapole Sinon 180 mg/L	Mensuelle
Hydrocarbures totaux	5 mg/L	Mensuelle
Azote total (N total)	25 mg/L	Mensuelle
Phosphore total (P total)	2 mg/L	Mensuelle
Arsenic (As), cadmium (Cd), chrome (Cr), cuivre (Cu), nickel (Ni), plomb (Pb)	As : 0,05 mg/L Cd : 0,05 mg/L	Mensuelle



(Pb), zinc (Zn)	Cr : 0,15 mg/L Cu : 0,5 mg/L Pb : 0,1 mg/L Ni : 0,5 mg/L Zn : 1 mg/L	
Mercure (Hg)	5 µg/L	Mensuelle
PFOA et PFOS	/	Semestrielle

## **II.4 Rapport de base**

La Directive IED réglemente la remise en état du site en fin d'activité, notamment vis-à-vis de la qualité environnementale des sols et des eaux souterraines à prendre en compte lors de la cessation d'activité. A cette fin, elle prévoit l'élaboration d'un rapport de base pour les installations IED qui définit l'état de la pollution des sols et des eaux souterraines à un instant t.

Ce rapport servira de référence lors de la cessation d'activité de l'installation et permettra de définir, en cas de pollution significative et sans préjudice des dispositions déjà prévues dans le code de l'environnement, les conditions de remise en état.

Pour les installations existantes, le rapport de base devra être joint au dossier de réexamen prévu à l'article L.515-28 lors du premier réexamen .

Le 3° du paragraphe I de l'article R. 515-59 du code de l'environnement définit les deux conditions qui, lorsqu'elles sont réunies, conduisent à l'obligation pour l'exploitant de soumettre un rapport de base. Un rapport de base est dû lorsque l'activité implique :

- l'utilisation, la production ou le rejet de substances dangereuses pertinentes,
- et un risque de contamination du sol et des eaux souterraines sur le site de l'exploitation.

GAM déclare que seuls de l'acide sulfurique 96 % et de la soude à 30,5 % sont utilisés au niveau de la tour de lavage. Compte tenu des quantités mises en œuvre (environ 4 m³ / an pour chaque réactif), le risque de contamination du milieu souterrain est faible. GAM considère que le site n'est pas assujéti à l'élaboration d'un rapport de base.

Cette analyse ne soulève pas de remarque de la part de l'inspection des installations classées.

## **IV. CONCLUSION DE L'INSPECTION**

Compte-tenu de ce qui précède, l'inspection des installations classées propose de donner acte du dossier de réexamen relatif aux installations de la GAM exploitées sur la commune de Murianette. En application des articles R. 181-45 et R.515-60 et R. 515-70 du code de l'environnement, l'inspection propose le projet d'arrêté préfectoral complémentaire joint en annexe au présent rapport, afin de :

- mettre à jour le tableau des activités figurant à l'article 1<sup>er</sup> des prescriptions techniques de l'arrêté préfectoral n°93-1828 du 14 avril 1993,
- notifier à l'exploitant les prescriptions de l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019, relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation et de la directive IED, en particulier : l'annexe 1, l'annexe 2, l'annexe 3.1 et l'annexe 3.3,
- de notifier à l'exploitant le nouveau plan de surveillance des rejets atmosphériques et aqueux,
- de transmettre une étude de dimensionnement des eaux d'extinction d'incendie et de confinement de ces effluents ; cette étude pourra être transmise dans le cadre du projet de construction de l'unité de méthanisation en cours sur le site.

Conformément à l'article R181-45 du code de l'environnement, le préfet peut soumettre ce projet au Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques (CODERST), cependant compte tenu des éléments présentés, nous proposons de ne pas procéder à cette consultation.

**Rédacteur**

L'inspecteur de l'environnement

**Vérificateur / Approbateur**

Sophie CHENEBAUX